

Initiatives ministérielles

Tandis que Mazankowski écoutait, assis dans la salle, des délégués se succédèrent au micro pour dénoncer l'état de l'économie agricole.

Ils se sont plaints des prix, des taux d'intérêt élevés, de l'incertitude causée par la politique du gouvernement et des injustices du programme d'indemnisation des victimes de la sécheresse.

Russell Lakusta, de Wandering River, dans le nord-est de l'Alberta, a dit qu'il ne pouvait se permettre de céder son exploitation céréalière à son fils.

«Les agriculteurs sont bien mal en point», a-t-il dit. «Si nous n'obtenons pas d'aide fédérale, des taux d'intérêt moins élevés et ne réussissons pas à joindre les deux bouts. . .» Sa voix s'altéra et la phrase resta inachevée.

Plus tard, ce conservateur de longue date ajouta qu'il ne trouve pas le gouvernement particulièrement sensible aux difficultés de l'agriculture, malgré des subventions sans précédent.

«Je persiste à croire que le gouvernement regrette de nous avoir distribué 3 milliards de dollars», a-t-il dit en entrevue. «Je ne sais pas pourquoi. Je pense que si ce n'avait été de la réélection de Grant Devine, nous n'aurions pas eu cet argent non plus.»

Peut-être faudrait-il ajouter qu'un milliard de plus serait très bien accueilli dans l'économie des Prairies, mais vous pouvez parier jusqu'au dernier dollar de ces milliards que ce n'est pas cela qui ferait réélire Grant Devine.

L'agriculteur Bill Cole, de Ninette au Manitoba, s'est montré aussi catégorique.

Il était furieux de la disparition cette année du programme de paiements anticipés sans intérêt et de la façon dont l'indemnité-sécheresse a été versée. Il y avait des retards dans les versements, l'administration est trop lourde et dans beaucoup de cas on demande aux agriculteurs de rembourser des milliers de dollars déjà reçus à titre de paiements provisoires, disait-il au cours d'une interview.

Pour ce qui concerne sa ferme à lui, Cole a reçu un paiement provisoire de 7\$ l'acre, puis, au lieu du versement supplémentaire qu'il attendait pour payer ses factures, il a reçu d'Ottawa un avis lui disant qu'il avait touché 0,50c. l'acre en trop. Il faut qu'il les rembourse.

Peut-être faudrait-il ajouter que la procédure d'appel est dans un véritable chaos. La structure qui a été créée s'en remet entièrement aux municipalités rurales qui n'ont pas du tout les moyens nécessaires pour suivre la marche de cette indemnité-sécheresse. Les maires et les conseillers municipaux reçoivent des appels au beau milieu de la nuit, les familles sont divisées parce qu'un frère qui a eu une récolte pas mauvaise du tout va recevoir un versement alors que l'autre frère n'a rien, est lessivé et doit abandonner. Cela cause toutes sortes de tiraillements dans les communautés rurales.

• (1610)

De toute façon, pour en revenir à ce que disait Cole:

«Ce programme c'est un fiasco», dit Cole qui appartient au bureau de l'organisation de circonscription du ministre des Céréales, Charlie Mayer.

C'est un des permanents de circonscription du ministre des Céréales et des Oléagineux lui-même. Il dit:

«J'ai dit à Charlie l'autre semaine en le regardant dans les yeux: Vous avez deux possibilités de réélection: une très mince et une autre nulle.»

Il n'a pas mâché ses mots. On ne peut pas y aller plus carrément.

D'autres délégués avaient d'autres sujets de plainte.

Un jeune agriculteur du Québec a dit qu'il faudrait que le gouvernement fasse plus pour aider les jeunes à rester dans l'agriculture.

Un producteur laitier ontarien a dit que la solution ce n'est pas de réduire la réglementation.

Un délégué de l'Île-du-Prince-Édouard a prévenu que l'effondrement des cours et l'inaction gouvernementale vont jeter beaucoup de fermes familiales dans les mains des multinationales de l'agro-alimentaire à intégration verticale.

Une infirmière du sud de la Saskatchewan a dit que la mauvaise situation et l'inaction gouvernementale poussent les agriculteurs à l'alcool, à la drogue et au suicide.

Permettez-moi de répéter qu'il ne s'agit pas là du produit de l'imagination de néo-démocrates échevelés. Il s'agit du rapport des délibérations du congrès conservateur. Ce sont des citations textuelles.

M. Cardiff: Qui a écrit cela?

M. Funk: Cela sort tout cru de la bouche de leurs propres délégués, et j'espère qu'il était là pour les entendre dire car je pense que c'est exactement ce qu'on dit d'un bout à l'autre de la collectivité agricole.

Sur ce, je rappelle que le projet de loi dont nous sommes saisis et en vertu duquel on exigera de l'intérêt sur les paiements anticipés fournit une nouvelle preuve des mesures gouvernementales concernant l'agriculture qu'on rejette d'un bout à l'autre du Canada parce qu'elles sont non seulement d'application peu pratiques, mais aussi tout à fait susceptibles d'aboutir à la ruine du secteur agricole canadien tel que nous le connaissons et de précipiter la disparition de l'institution la plus précieuse du Canada rural, soit l'exploitation agricole familiale.

Le gouvernement s'imagine peut-être, comme l'ont fait valoir certains analystes lors du congrès conservateur, qu'il n'a plus à s'inquiéter de la population agricole car il représente désormais les Canadiens bon chic bon genre qui vivent dans les banlieues. L'examen de la carte électorale du Canada révélera combien les circonscriptions rurales sont nombreuses. Le gouvernement ne pourra plus revenir au pouvoir sans députés des régions rurales.